

V14 2021 34

**Vœu présenté par les élu.e.s des groupes : Génération.s, Ecologistes et Communistes et citoyens sur les manquements profonds de la procédure Parcoursup**

Considérant l'éducation comme la pierre angulaire de tout projet émancipateur et socle d'une République de l'égalité ;

Considérant que les dépenses par étudiant.e engagées par l'Etat ont subi une baisse continue depuis quasiment une décennie. Depuis 2013, l'université publique est particulièrement touchée, alors que les dépenses qui lui sont consacrées sont déjà inférieures d'un tiers par rapport aux autres formations publiques (prépas ou BTS) ;

Considérant que cette baisse est notamment due à un accroissement des effectifs étudiants, qui ont augmenté de plus de 10 % sur cette période dans les universités, contre 6 % dans les autres formations ;

Considérant que face à l'augmentation de la démographie étudiante, la réponse du gouvernement est de fermer les voies d'accès en instaurant la sélection à l'entrée à l'université et en renforçant la sélectivité des filières universitaires et mettre en place, avec la plateforme Parcoursup, un système de concurrence entre lycéen.ne.s, mettant en péril l'avenir d'une part conséquente de la jeunesse ;

Considérant, alors que se déroule le Baccalauréat, dont une des épreuves consiste en un grand oral sur l'orientation des futurs bachelier.e.s, que, au 8 juin, 124 000 élèves n'ont toujours pas reçu d'affectation et déjà 3 765 jeunes ont quitté la plateforme sans affectation notamment à Paris et dans le 14<sup>e</sup> arrondissement ;

Considérant que chaque université et, en son sein, que chaque cursus a mis au point son propre système de gestion des flux de candidatures dont les critères peuvent différer grandement, aboutissant à des changements de classement imprévisibles et opaques, rendant impossible pour le personnel éducatif des lycées d'expliquer cette complexité de critères aux élèves et donc leur justification. Dès lors, loin d'un accès à l'université publique fondée sur un principe d'universalité, la majorité des bacheliers se retrouve soumis à une véritable loterie.

Considérant qu'avec Parcoursup, chaque lycéen.ne se plie à une forme de bizutage institutionnel organisé, qui dépasse la seule construction d'un projet d'orientation, mais lui impose un rapport à l'avenir nécessairement fondé sur l'attente, l'incertitude et la comparaison à autrui défini comme l'ennemi à abattre puisqu'il risque de jeter une ombre sur son propre projet personnel ;

Considérant que ce type d'injustices, produites au nom de la « méritocratie », contiennent en germe une crise du lien social. Elles abîment les processus de reconnaissance sociale en précarisant des dizaines de milliers de jeunes et en leur déniaient le droit aux études. ;

**Aussi sur proposition des élu.e.s Génération.s, Ecologistes et Communistes, le Conseil d'Arrondissement émet le vœu que la Maire de Paris :**

- Interpelle Monsieur Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, et Madame Frédérique Vidal, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
  - o Pour la suppression de Parcoursup dont les dysfonctionnements manifestes vont à l'encontre du droit aux études, et notamment universitaires pour les bachelier.e.s
  - o De mettre en place un système à la sortie de l'enseignement secondaire à même d'assurer à tous les jeunes une orientation juste et respectueuse de leurs aspirations à l'émancipation et à la réussite dans l'enseignement supérieur
  - o De renforcer dans les lycées généraux, technologiques et professionnels les moyens pour l'accompagnement à l'orientation
  - o De planifier un renforcement conséquent des moyens dans l'enseignement supérieur pour réaliser les objectifs d'un réel service public républicain de l'enseignement supérieur